

DELIBERATION N° 2018-116

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 18 DECEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants, D. 123-9 et suivants,
Vu le Décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ,
Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu la délibération n°2017-63 du 28 juin 2017 du Conseil d'administration de l'UNS portant délégation de pouvoir
du Conseil d'administration à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

**APPROUVE le protocole d'accord transactionnel entre l'Université Nice Sophia Antipolis d'une part, et
la société SOPRA STERIA GROUP et la société SPIE FACILITIES, tel qu'annexé à la présente.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36


Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le **18 DEC. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-116

TRANSMISE AU RECTEUR : **21 DEC. 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre

L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS (UNS), Établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et professionnel, immatriculé au SIRENE sous le n° 190 609 313, dont le siège social se situe à NICE (06103 Cedex 2), Grand Château, 28 avenue Valrose, BP 2135, représentée par son Président en exercice, Monsieur le professeur Emmanuel TRIC, domicilié en cette qualité au sein de l'Etablissement

Et

La société SOPRA STERIA GROUP, société anonyme au capital social de 20 547 701 €, immatriculée au RCS d'ANNECY sous le numéro B 326 820 065, dont le siège social se situe à ANNECY-LE-VIEUX (74940), PAE Les Glaisins, 3 rue du Pré Faucon, BP 238, titulaire du marché n° M-14-198, conclu avec l'UNS et notifié le 09/12/2014, représentée par Monsieur Luc CHIROUZE en qualité de Directeur de Division Solutions Immobilier, domicilié en cette qualité au siège social de la société

Et

SPIE FACILITIES venant aux droits de SPIE SUD EST, société par actions simplifiée au capital de 35 277 460, 44 € dont le siège social est situé 1/3 place de la Berline 93287 Saint Denis Cedex immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 538 700 022 représenté par Monsieur Domingos BARBOSA en qualité de Directeur Opérationnel Sud-Est.

Ci-après dénommé indifféremment « Spie Sud Est » ou « Spie Facilities »

LCY

DA

ET

Il est exposé ce qui suit :

PREAMBULE

1) Objet de l'opération, procédure et forme du marché :

Dans le cadre de l'opération T1358 de mise en place de comptage de fluides et extraction de données de GTC vers un logiciel de gestion du patrimoine, l'université Nice Sophia Antipolis a lancé le 21 octobre 2014 une consultation sous la forme d'un marché passé en procédure adaptée, en application de(s) article(s) 28-1 et 72 du Code des Marchés Publics et ayant pour objet d'étendre aux bâtiments de Valrose la mise en place de comptage de fluides et extraction de données de GTC vers son logiciel de gestion du patrimoine.

Plus précisément, les objectifs du système de télérelevé de comptages étaient les suivants :

- La collecte des données principales de comptage par bâtiment en électricité, eau et énergie de chauffage sur les différents sites,
- Le rapatriement et la centralisation de ces données, avec sécurisation des données et des communications,
- La mise à disposition de ces données de comptage au système de gestion du patrimoine existant.

Le marché (ci-après désigné le « Marché ») était composé :

- D'une tranche ferme concernant les bâtiments : BAT A « Grand château », BAT Théâtre, BAT B Bibliothèque, BAT H, I, J « Physique », « Amphi SO », « Amphi NO », « TP », BAT M et L « Bâtiment 5 » et « Amphi 5 »
- D'une première tranche conditionnelle concernant les bâtiments Q et R « Sciences naturelles TP » et « Amphi »
- D'une deuxième tranche conditionnelle concernant les bâtiments N et W « Biochimie » et « Labo maths Dieudonné », T « LPMC », U « petit Valrose », V « Gymnase ».

Pour chacune des tranches, le délai d'exécution était fixé à 10 semaines.

Le Marché N° M-14-198 a été notifié le 9 décembre 2014 à la société ARCHIMEN, pour un montant de 113 705,20 € HT pour la tranche ferme de la solution de base et la tranche ferme de l'option.

La maîtrise d'œuvre de cette opération était assurée par CFAI Ingénierie, 26 avenue Gambetta, 06600 Antibes.

2) Exécution du Marché :

Démarrage du Marché :

Par ordre de service N°1 notifié le 12/01/2015, la date de démarrage des travaux a été fixée au 12 janvier 2015, avec un délai d'exécution de 10 semaines, soit jusqu'au 20/03/2015.

Affermissement des tranches conditionnelles et délais :

LT
LC DA

La tranche conditionnelle 1 (base et option) a été affermie et notifiée le 11 février 2015 pour un montant de 21 946,20 € HT.

Par ordre de service N°2 notifié le 06/03/2015, la date de démarrage des travaux de la tranche conditionnelle 1 a été fixée au 19/01/2015 pour un délai d'exécution de 10 semaines, soit jusqu'au 31/03/2015.

Par ordre de service N°3 (notifié le 06/03/2015), le pouvoir adjudicateur a ordonné un arrêt de chantier de 2 semaines et repoussé la date de fin des travaux pour la tranche ferme et la tranche conditionnelle 1 du 31/03/2015 au 13/04/2015.

La tranche conditionnelle 2 (base et option) a été affermie et notifiée le 23 mars 2015 pour un montant de 94 077,70 € HT.

Le montant du Marché, incluant l'ensemble des tranches, est donc porté à **229 729,10 € HT** (113 705,20€ HT TF + 21 946,20€ HT TC1 + 94 077,70€ HT TC2).

Le démarrage de la TC2 a été notifié par l'ordre de service N°4 le 06/03/2015 avec une date de démarrage des travaux fixée au 02/03/2015 et un délai d'exécution de 10 semaines, soit une fin de travaux de la TC2 fixée au 11/05/2015.

Un ordre de service N°5, notifié le 28/04/2015, a prolongé les délais du 13/04/2015 au 03/06/2015 pour la tranche ferme et la TC1, et du 11/05/2015 au 13/06/2015 pour la TC2.

3) Sous-traitance :

Pour chacune des tranches, le titulaire du Marché a présenté une déclaration de sous-traitance à SPIE Sud Est, acceptées et agréées par le pouvoir adjudicateur et notifiées respectivement les 15 janvier 2015, 17 avril 2015 et 22 mai 2015.

4) Transferts :

Un avenant N°1 notifié le 11/03/2016 a acté le transfert du Marché à la société ACTIVE 3D, siège social sis 2 rue René Char, Les Bureaux de Churchill, 21000 Dijon, immatriculée au RCS de Dijon sous le numéro 510 190 481.

Puis, en date du 6 juillet 2016, la société SOPRA STERIA GROUP a fait l'acquisition de l'intégralité des actions de la société ACTIVE 3D. Aux termes d'une décision du 21 novembre 2016, la société SOPRA STERIA GROUP a décidé la dissolution anticipée de la société ACTIVE 3D. Cette dissolution sans liquidation a pris effet le 31 décembre 2016. Le transfert du Marché en faveur de la société SOPRA STERIA GROUP a été formalisé par avenant N°2 notifié le 18/03/2017.

De même, le Groupe SPIE a décidé de procéder à la restructuration de ses activités en France, en créant une nouvelle filiale la Société SPIE Facilities dédiée aux activités de la maintenance et du facility management.

LCY

DDA



De ce fait, les activités dans le secteur de la maintenance et du facility management détenues par la société SPIE Sud-Est ont été transférées le 1er janvier 2017 à la nouvelle Société SPIE Facilities dans le cadre d'un apport partiel d'actifs soumis au régime juridique des scissions conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L236-22 du Code du Commerce.

Il est précisé qu'à ce jour cette opération de transfert n'a pas fait l'objet au titre de l'exécution du Marché de nouvelles déclarations de sous-traitance modifiant les précédentes telles que visées au chapitre 3 susvisées.

5) Rappels des principaux échanges entre l'université Nice Sophia Antipolis, le titulaire, et son sous-traitant SPIE Sud Est :

Comme rappelé ci-dessus, pour l'assister dans l'exécution du Marché, la société Archimen – a fait appel à la société SPIE Sud Est et lui a confié une partie de la réalisation de ses prestations.

- a) des avertissements de la part de la maîtrise d'œuvre de l'Université de Nice Sophia-Antipolis (la société CFAI Ingénierie) notamment dans le cadre de compte rendu de réunion de chantier du 29 mai 2015 indiquant notamment :

« Avertissement du maître d'ouvrage :

Les pénalités seront appliquées dès le 14/6.

La pose et mise en service des compteurs d'énergie eau glacée de SJA3, toujours non terminées depuis l'an passé, malgré les nombreux rappels, seront faits impérativement avant jeudi 4/6/15. »

- b) Une correspondance émise en date du 2 juin 2015 par Archimen à SPIE Sud Est relevant notamment le Non-respect du planning Téléréleve UNS – Tranches fermes et conditionnelles par la société SPIE et indiquant que dans l'hypothèse des pénalités seraient appliquées par l'Université de Nice Sophia-Antipolis, celles-ci seraient répercuter à SPIE Sud Est ;

- c) une mise en demeure de la part de la maîtrise d'œuvre de l'Université de Nice Sophia-Antipolis à Archimen en date du 20 juillet 2015 indiquant notamment :

« Malgré la mise en place de pénalités de retard depuis le 14/6, le chantier n'est toujours pas terminé. Suite à la mise au point faite ce jour avec votre représentant et sous traitant M. Khaywe de la société SPIE, nous vous mettons en demeure de respecter les dates annoncées, indiquées dans le CR ci joint. »

- d) Une correspondance émise en date du 21 juillet 2015 par Archimen à SPIE Sud Et constatant notamment de nouveaux dépassements de planning de la part de celle-ci et mettant en demeure SPIE Sud Est de mener à bien les actions à sa charge dans les délais impartis.

- e) Un mail du 4 février 2016 adressé par Monsieur Philippe POCARD (Chef de Projet Groupe Archimen – Active3D) à Madame Prudhomme (Fonction à

éventuellement compléter) de SPIE informant cette dernière que la facture n°A1520540 du 04 septembre 2015 avait été refusée par la maîtrise d'œuvre de l'Université de Nice Sophia-Antipolis au motif que :

« les travaux d'installation de compteurs » (étaient) « non réalisés et d'autres non conformes » ; et qu' « aucun paiement » ne seraient effectués « tant que les travaux ne seront pas terminés et reçus sans réserve ».

- f) Une correspondance de SPIE adressée au Groupe Archimen – Active3D en date du 22 février 2016 indiquant notamment :

« la non légitimité du Groupe Archimen – Active3D à opposer un refus de paiement » de la facture susvisée d'un montant de 50 386,98€HT se fondant particulièrement sur l' « article 8 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 » ainsi que sur « une jurisprudence constante ».

- g) Le 16 mars 2017, un formulaire CERFA de type EXE10 était signé par l'Université de Nice Sophia-Antipolis lequel actait du transfert du Marché du titulaire initial vers le nouveau titulaire la Société Sopra Steria Group.
- h) Le 14 juin 2017, un formulaire CERFA de type EXE6 était signé par l'Université de Nice Sophia-Antipolis indiquant la décision de cette dernière de prononcer la réception de l'ensemble des prestations du Marché.
- i) Le 21 juillet 2017, la maîtrise d'œuvre de l'Université de Nice Sophia-Antipolis (la société CFAI Ingénierie) adressait une correspondance à Sopra Steria Group indiquant notamment :

« l'UNS demande que les pénalités de retard prévues à l'article 6.3 du CCAP soient appliquées. Le CCAP prévoit 150€ de pénalité journalière. L'OS n°5 prévoyait une réception le 13 juin 2015, la réception a été prononcée le 10 avril 2017, soit un retard de 665 jours. »

- j) Le 21 décembre 2017, l'Université de Nice Sophia-Antipolis adressait à Sopra Steria Group une demande proposition de décompte général ainsi qu'un tableau de répartition entre le sous-traitant et le mandataire imputant à Sopra Steria Group la somme de 99 750 € à titre de pénalité.
- k) Sopra Steria Group, par correspondance du 15 janvier 2018 adressée à l'Université de Nice Sophia-Antipolis contestait formellement le décompte général ainsi que le tableau de répartition susvisé.
- l) Le 14 février 2018 Sopra Steria Group transmettait à l'Université de Nice Sophia-Antipolis un mémoire en contestation rejetant l'application des pénalités.
- m) Par correspondance du 6 avril 2018, l'Université de Nice Sophia-Antipolis rejetait le mémoire en contestation de Sopra Steria Group et précisant cependant :

Qu'elle « restait ouverte à une réunion de conciliation afin d'échanger » et « trouver un terrain d'entente »

- n) Au terme de la réunion de conciliation tenue entre Sopra Steria Group et l'Université de Nice au cours du mois de mai 2018, ces dernières se sont accordées sur le principe d'une réduction du montant des pénalités, objets de la correspondance du 21 décembre 2017 susvisée.

Pour une description plus détaillée du contexte et de l'historique du différend intervenu dans le cadre du Projet, les Parties renvoient aux correspondances échangées, en sus de celles susvisées.

Les Parties renvoient également aux comptes rendus de comité de pilotage intervenus dans le cadre de l'exécution du Marché.

Toutefois, les Parties ont, dans un souci de règlement amiable, décidé de se rapprocher et après une phase de négociation sont convenues qu'il était de leur intérêt commun de mettre un terme à leur différend moyennant des concessions réciproques et de conclure le présent protocole transactionnel.

6) Réception des travaux et solde des comptes :

La réception des travaux a été notifiée sans réserve le 20 juin 2017 avec une date d'achèvement établie au 10 avril 2017.

Par courrier en date du 21 juillet 2017, le maître d'œuvre a adressé à SOPRA STERIA le décompte des jours de retard établi à 665 jours et le calcul des pénalités s'élevant à 99 750 €.

Après avoir mis en demeure le maître d'œuvre de lui fournir le projet de décompte final, mise en demeure notifiée le 12 octobre 2017, l'université Nice Sophia Antipolis a notifié à la société SOPRA STERIA GROUP le 8 janvier 2018 le décompte général.

Ce décompte général faisait état des éléments financiers suivants :

	Montants en € HT
Montant global du Marché, toutes tranches confondues :	229 729,10
Réfections appliquées :	
- BAT M et L :	-2 401,00
- Système centralisateur :	- 1 315,40
- BAT N et W :	-9 428,00
- BAT N partie animalerie :	-3 407,00
Montant à devoir :	213 177,70

Répartition titulaire – sous-traitant :

	SOPRA STERIA GROUP	SPIE SUD EST	TOTAL
Montant cumulé dû HT :	70 983,60	142 194,10	213 177,70
Mandatements antérieurs HT :	60 432,84	78 226,83	138 659,67
Solde dû HT :	10 550,76	63 967,27	
TVA (dont TVA sous-traitant) :	14 903,61		
Solde dû TTC :	25 454,37		
Application des pénalités :	- 99 750,00		
Solde TTC :	- 74 295,63		

Par courrier en date du 15 janvier 2018, reçu par l'université Sophia Antipolis le 17 janvier, la société SOPRA STERIA GROUP a indiqué son désaccord avec ce décompte général.

Par contestation du décompte général et par un mémoire en réclamation du 3 avril 2018, reçu par l'université le 5 avril 2018, la société SOPRA STERIA GROUP a considéré que la maîtrise d'ouvrage devait lui verser l'intégralité des prestations incluses au Marché, sans application de pénalités, au titre de la réalisation et livraison des ouvrages dument exécutés. Elle conteste notamment l'application des pénalités de retard pour les motifs suivants :

- Elle met en cause la responsabilité de son sous-traitant, SPIE SUD EST, bénéficiaire de près de 75% des prestations, malgré des relances de sa part ;
- Elle invoque un décalage du planning à l'initiative de l'université en imposant une installation de 2 compteurs à l'automne 2016 ;
- Elle invoque des dysfonctionnements techniques à l'université entre décembre 2016 et février 2017 ;
- Elle fait référence à une demande de travaux complémentaires de la part de l'université ayant entraîné des difficultés sur le périmètre du Marché.

Par lettre recommandée en date du 6 avril 2018, l'université Nice Sophia Antipolis a rejeté le mémoire en contestation de SOPRA STERIA GROUP pour les motifs principaux suivants :

- La défaillance du sous-traitant n'exonère pas le titulaire du marché de sa responsabilité. Le titulaire du Marché doit en effet assumer ses responsabilités ainsi que les conséquences du retard sur le planning occasionné par son sous-traitant ;
- Le motif de l'installation tardive des compteurs ne peut être retenu car il s'agissait en l'occurrence des relevés des compteurs et non de leur pose ;
- La demande de travaux complémentaires était une opportunité présentée par l'université et soumise à l'approbation des différentes parties et non une décision unilatérale. Aucun accord formel n'avait d'ailleurs été notifié en ce sens.

A l'issue de ces échanges, une réunion de conciliation s'est tenue entre L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS et SOPRA STERIA GROUP dans les locaux de l'université le 17 mai 2018, dans l'objectif de trouver une solution amiable au litige.

A l'issue de cette réunion, les parties ont convenu de mettre fin au litige, par application des dispositions décrites ci-après.

LCY DSA

Article 1 : Objet du protocole

Compte tenu du fait que les opérations relatives au marché ont été réceptionnées avec un retard de 665 jours ayant entraîné pour l'université les préjudices suivants :

- L'absence de mise en service des compteurs durant presque 2 années n'a pas permis de comptabiliser et de détecter les éventuelles dérives énergétiques (eau, gaz, électricité) sur l'ensemble des bâtiments concernés, ce qui aurait permis de réduire les factures dans ces domaines ;
- De ce fait, l'arrêt du programme d'installation des compteurs sur l'ensemble des autres campus avec la même perte d'économies potentielles qui auraient pu être réalisées à l'échelle du parc de l'UNS ;
- Egalement, un impact indirect sur le développement du logiciel Active3D dont un module devait permettre l'exploitation des données énergétiques afin de mettre en œuvre des plans d'actions rapides en vue de réaliser des économies (module de ce fait non exploité) ;

Compte tenu du fait que le titulaire du marché ne peut être exonéré de sa responsabilité au motif de la défaillance de son sous-traitant ;

Compte tenu du fait que le non plafonnement des pénalités dans les clauses contractuelles du marché conduit au calcul d'un montant de pénalités de 99 750 €, qui peut paraître disproportionné au regard du montant du marché (255 814 €TTC) et qui représente 39% de ce montant ;

Compte tenu de difficultés rencontrées dans le déroulement de l'opération et notamment :

- Notifications tardives des tranches conditionnelles par l'université au regard de la date effective de commencement des travaux des dites tranches ;
- Survenance de dysfonctionnements techniques ponctuels à l'université (accès aux locaux, réseau UNS inaccessible, câble concentrateur déconnecté) ;
- Défaillance du maître d'œuvre sur cette opération ;

Afin de solder définitivement cette opération, les parties conviennent de transiger sur la base des articles 2044 et suivants du Code civil, et des principes généraux applicables aux transactions conclues par les personnes morales de droit public, notamment énoncés dans la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (NOR : PRMX110903C).

Article 2 : Engagements de l'Université Nice Sophia Antipolis

Après examen détaillé des motifs de la contestation du décompte général par la société SOPRA STERIA GROUP, l'Université Nice Sophia Antipolis accepte :

- de réduire le montant des pénalités à un montant forfaitaire de 25 000 €, venant en déduction des sommes restant dues au titre du marché.
- accepte et agréée au jour de la signature des présentes la société Société SPIE Facilities venant aux droits de la société SPIE Sud-Est par la signature du formulaire

LCM DS ET

CERFA de type DC4 fourni par la société SOPRA STERIA et tel qu'annexé aux présentes.

Article 3 : Engagements de la société SOPRA STERIA GROUP

Compte tenu du retard important à la réception des travaux, la société SOPRA STERIA GROUP accepte le montant forfaitaire de pénalités retenu de 25 000 €, venant en déduction des sommes restant dues au titre du marché.

Elle s'engage à fournir à l'université le détail des sommes dues à son sous-traitant bénéficiaire du paiement direct et à faire son affaire de tout litige pouvant naître avec lui relatif au marché objet du présent protocole.

Par ailleurs, la société SOPRA STERIA fournit et signe au jour de la signature des présentes une déclaration de sous-traitance sous la forme d'un formulaire de type DC4 renseigné en vue de formaliser le transfert de SPIE Sud-Est à SPIE Facilities telle que visée en annexe des présentes.

Article 4 : Engagements de la société SPIE FACILITIES VENUE AUX DROITS DE SPIE SUD EST

Au regard des éléments de contexte tels que rappelés en préambule des présentes la société SPIE FACILITIES venue aux droit de SPIE SUD EST accepte de prendre en charge la moitié du montant forfaitaire de pénalités susvisé retenu par l'université Nice Sophia Antipolis, soit 12 500€.

Cette somme viendra en déduction du paiement du solde du montant restant dû par l'université Nice Sophia Antipolis à Spie Facilities.

Ainsi le montant qu'il convient de retenir au titre du solde dû à SPIE FACILITIES par l'université Nice Sophia Antipolis s'élève à 51 467,27 euros TTC.

Par ailleurs, la société SPIE FACILITIES signe au jour de la signature des présentes la déclaration de sous-traitance sous la forme du formulaire de type DC4 fournie par la société SOPRA STERIA.

Article 5 : Règlement des comptes – engagements réciproques des parties

Pour rappel, les éléments de base relatifs au marché sont les suivants :

Montant global du marché (toutes tranches confondues) :	229 729,10 €HT
Montant des réfections :	16 551,40 €HT
Montant cumulé dû HT :	213 177,70 €HT
TVA :	42 635,54 €
Montant cumulé dû TTC :	255 813,24 €TTC

Montant déjà mandaté par le maître d'ouvrage, y compris révisions :	166 391,60 €TTC
Montant des pénalités arrêté par le présent protocole :	25 000 €TTC

CCY 

Solde du marché restant dû par le maître d'ouvrage, y compris révisions : 64 421,64 €TTC

En conséquence, les parties opérant des concessions réciproques s'accordent à définir le solde restant dû au titre du marché à hauteur de **64 421,64 euros TTC**, comprenant le solde dû au titulaire et celui dû à son sous-traitant bénéficiaire du paiement direct.

Ainsi, l'Université Nice Sophia Antipolis s'engage à payer dans les 30 jours à compter de la signature des présentes, la somme de **64 421,64 euros TTC** répartie comme suit :

- 1) 51 467,27 euros TTC à Spie FACILITIES en paiement direct ;
- 2) 12 954,37 euros TTC à SOPRA STERIA GROUP.

Sur les comptes bancaires dont un Relevé d'identité Bancaire est joint aux présentes pour chacune de ces sociétés.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent également à exécuter l'intégralité des termes de la présente transaction et reconnaissent avoir fait, conformément aux exigences législatives et réglementaires en vigueur au jour de la conclusion de l'acte, des concessions réciproques.

A défaut du strict respect des engagements prévus, le présent protocole sera résolu de plein droit, et chaque partie retrouvera notamment son entière liberté d'action contentieuse pour faire valoir ses droits, sous réserve des délais de procédure applicables.

Tout litige né ou à naître à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent protocole transactionnel d'accord sera soumis au Tribunal administratif compétent.

Fait à Nice, en trois exemplaires originaux, le 19 DEC. 2018

**Le Président de l'Université
Nice-Sophia Antipolis**

Le Président

M. Emmanuel TRIC

Pr. Emmanuel TRIC

**Le Président de l'Université
Nice-Sophia Antipolis**

Pour la société SPIE FACILITIES

Le Directeur Opérationnel Sud-Est

M. Domingos BARBOSA

SPIE FACILITIES

23 montée Castellane

69140 Rillieux-la-Pape

Tél. 04 72 01 51 81 - Fax 04 72 01 51 47

Siret 508 760 022 00154



Pour la société SOPRA STERIA GROUP

Le Directeur de Division Solutions Immobilier

M. Luc CHIROUZE

**Luc Chirouze
Directeur de Division**

SOPRA STERIA GROUP SA

Le Triangle de l'Arche

8 cours du Triangle


92937 Paris la Défense Cedex 12

Tél. : 01 46 96 35 35 Fax : 01 46 96 35 36

Siren 326 820 065

PJ :

- Déclaration de sous-traitance modificative TF
- Déclaration de sous-traitance modificative TC1
- Déclaration de sous-traitance modificative TC2
- Pouvoir SOPRA
- Pouvoir SPIE
- Délibération Conseil Administration UNS
- Extrait Kbis SOPRA
- Extrait Kbis SPIE
- Statuts SOPRA
- Statuts SPIE
- Statuts UNS
- RIB SOPRA
- RIB SPIE

LCy 
RSH